

l'avis de l'expert Vendredi 23 septembre 2011

Un cadeau de 200 milliards d'euros pour les riches

Par Harald Hau

Le plan de sauvetage de la Grèce, conçu par le lobby bancaire, est avant tout un cadeau royal aux banquiers et autres détenteurs de la dette

Cet été, à l'annonce de la conclusion d'un accord sur le nouveau plan d'aide à la Grèce, la chancelière Angela Merkel a insisté sur la participation du secteur privé à l'opération. Tandis que les contribuables européens seront engagés à hauteur de 109 milliards d'euros supplémentaires, les créanciers privés devraient participer à la restructuration de la dette à hauteur de 37 milliards d'euros en acceptant une décote de 21% sur les emprunts grecs.

L'accord obtenu à Bruxelles pourrait difficilement être plus défavorable pour le contribuable, la décote sur les créances grecques s'élevant déjà à près de 50%! Outre la possibilité d'échanger leurs anciens titres contre des nouveaux, les investisseurs privés, eux, profitent également des nouvelles garanties du Fonds européen de stabilité financière (FESF). Etant donné que l'Etat grec reste endetté à hauteur de plus de 130% de son produit intérieur brut (PIB), une nouvelle réduction nettement plus draconienne est inéluctable à moyen terme – laquelle sera intégralement répercutée sur l'impôt.

Les créanciers privés ne l'ignorent pas non plus et prendront part à la restructuration «sur la base du volontariat». La participation du secteur privé s'avère donc être une duperie, et ledit plan de sauvetage est avant tout un cadeau royal aux banquiers et autres détenteurs de dette grecque.

Les commentaires de Nicolas Sarkozy, qui a vu dans l'accord décroché à Bruxelles le premier pas vers un gouvernement économique européen, étonnent si l'on considère un volet politique de l'accord particulièrement déshonorant: les aides publiques en faveur de la Grèce – dont le montant total pourrait s'élever à 200 milliards d'euros – tomberont pour l'essentiel dans l'escarcelle des 5% de familles les plus fortunées du pays (on sait qu'aux Etats-Unis, comme partout dans le monde, les 5% de familles les plus argentées possèdent quelque 70% des capitaux financiers). La socialisation de la dette grecque équivaut donc à un généreux transfert au profit des nantis.

En principe, les gouvernements sont en position de force pour négocier avec les investisseurs privés. Contrairement à une entreprise, un Etat ne peut pas être mis en liquidation. En cas d'insolvabilité de ce dernier, le créancier privé se retrouve donc généralement en position d'infériorité. Dès lors, on se demande pourquoi ce sont les créanciers privés qui sont épargnés dans le processus de restructuration de la dette grecque.

Lorenzo Bini Smaghi, membre du directoire de la Banque centrale européenne (BCE), est allé jusqu'à déclarer qu'une participation financière du secteur privé se révélerait au bout du compte plus coûteuse pour le contribuable. Certes, l'insuffisance de capitaux propres des banques européennes induit un risque en cas de remise drastique de la dette grecque. Mais ce problème peut être réglé de manière bien plus directe et salutaire par le biais d'une recapitalisation (forcée) des banques. La dernière crise financière a prouvé que les gouvernements étaient capables d'empêcher les crises du secteur bancaire en prenant des mesures énergiques. En contrepartie de son aide financière, l'Etat peut obtenir des

banques de nouveaux titres grâce auxquels le contribuable pourrait même être gagnant sur le long terme.

Pourquoi cette solution, pourtant nettement plus pérenne, n'a-t-elle pas été évoquée une seule fois? La raison est politique: une telle option serait contraire aux intérêts supérieurs des grandes banques, même si la crise actuelle résulte de la négligence de ces dernières en matière de politique de crédit. Les responsables politiques souffrent d'un double handicap dans leurs négociations avec le secteur privé: pour commencer, en raison de compétences insuffisantes et d'informations lacunaires, les Ministères des finances ont beaucoup de mal à mettre au point des plans de sauvetage, et la volonté politique s'enlise face à la culture du secret d'un secteur bancaire peu enclin à coopérer.

Ensuite, il ne faut pas non plus sous-estimer le lobbying des banques, qui dissuade un grand nombre de responsables politiques de prendre des risques qui soient favorables au contribuable. Alors même que la gestion – pour partie désastreuse – des risques pendant la crise financière devrait discréditer de nombreux banquiers dans leur rôle de conseillers, leur influence politique demeure intacte.

Demandez à des grenouilles quelle est à leurs yeux la meilleure méthode pour assécher leur mare, elles vous répondront qu'il faut l'inonder. Dans la même veine, c'est le patron de la Deutsche Bank, Josef Ackermann, et l'Institut de la finance internationale qui ont été chargés de mettre au point le plan de sauvetage de la Grèce. Comme si l'on avait placé le Ministère de la santé sous la tutelle de l'industrie du tabac.

L'incapacité du politique à agir sur le secteur privé s'explique également par le fractionnement du pouvoir politique entre une multitude d'Etats. En 1982, le secrétaire au Trésor américain, James Baker, était en mesure de refuser catégoriquement toute socialisation des dettes contractées par l'Amérique latine auprès des banques américaines. Toute solution politique étant aujourd'hui soumise à la conclusion d'un compromis européen, la situation de la chancelière Angela Merkel est nettement plus inconfortable.

Enfin, en menant une lutte vigoureuse contre une implication du secteur privé, la BCE a contribué, elle aussi, à faire pression sur les dirigeants politiques allemands. Un certain nombre de représentants de la BCE ont ainsi donné l'impression de se préoccuper davantage des intérêts de l'élite financière de leur pays d'origine que des contribuables et des citoyens européens.

Si le dernier plan de sauvetage en date marque un premier pas vers un futur gouvernement économique européen, la question est de savoir à combien de décisions de ce type la zone euro sera capable de survivre. L'Europe devra malheureusement affronter la prochaine vague de la crise sans avoir accompli de réels progrès en matière d'économie politique.

Pour cela, il faudrait que les responsables politiques aillent à l'encontre des intérêts supérieurs des banques et imposent une recapitalisation drastique des établissements européens, ce que rien ne semble présager. La socialisation de la dette grecque ne désendettera pas véritablement le pays, ne faisant que soulager inutilement ceux qui sont le plus à même de supporter l'inéluctable réduction de la dette.